



Commune
de
Maussane les Alpilles

ARRÊTÉ

Arrêté réglementant le fonctionnement de la Piscine Municipale.

Le Maire de Maussane-les-Alpilles,

Vu le Code Général des Collectivités Locales, et notamment les articles L 2211-1 et 2212-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1981 relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines, modifié par l'arrêté du 18 janvier 2002 ;

Vu le Décret n° 2008-990 du 18 septembre 2008 relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade et des piscines ;

Vu le Décret n° 77-1177 du 20 octobre 1977 modifié par le Décret 91-365 du 14 avril 1991, relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1998 relatif au plan d'organisation de la surveillance et des secours dans les établissements de natation et d'activités aquatiques d'accès payant,

Vu le Décret 91-980 du 20 septembre 1991, modifiant le Décret n° 81-324 du 7 avril 1981, fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1995 modifiant l'arrêté du 29 novembre 1991 pris pour l'application du Décret no 81-324 du 7 avril 1981 modifié fixant les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;

Vu l'article 6 du Décret 93-1101 du 3 septembre 1993 modifiant celui du 21 septembre 1989, relatif à l'affichage des textes fixant les garanties d'hygiène et de sécurité applicables à l'encadrement des activités physiques et sportives ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Décret n° 99-1016 du 2 décembre 1999 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture des débits de boissons dans les installations sportives ;

Vu la Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 modifiée relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ;

Vu l'article 9 du Code Civil ;

Vu l'article R 610-5 du nouveau Code Pénal ;

Vu les articles 226-8 et 226-1 du Code Pénal ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'accès et les conditions d'utilisation de la piscine municipale, sise Chemin Saint Marc, à Maussane-les-Alpilles, notamment dans l'intérêt de sécurité publique et d'hygiène et afin d'assurer un fonctionnement normal de cet équipement conformément à l'ensemble de la réglementation en vigueur ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté municipal 2022/082 du 30 Juin 2021 portant règlement de la piscine municipale, est abrogé par le présent arrêté.

Le fonctionnement de la piscine municipale sise chemin Saint Marc à Maussane-les-Alpilles est réglementé comme suit à compter du 24 Juin 2022 :

Article 2 - Accès à l'établissement :

2.1 La piscine municipale est ouverte :

a) Au public aux horaires affichés à l'entrée

b) Par conventionnement et/ou autorisations spécifiques :

- aux élèves des établissements scolaires accompagnés par leurs enseignants et professeurs,

- Aux associations en possession d'une autorisation écrite de la Commune. Les groupes d'enfants et/ou adolescents sont admis sous réserve d'être accompagnés du nombre réglementaire d'adultes accompagnateurs.
- c) Les enfants de moins de **10 ans** doivent être obligatoirement accompagnés d'une personne majeure assurant leur surveillance.

Une pièce d'identité pourra être exigée par le personnel d'accueil.

Les personnes refusant tout justificatif de leur âge se verront refuser l'accès à l'établissement.

2.2 Ne sont pas admis dans l'établissement

- Toute personne présentant des signes caractéristiques de maladie contagieuse ou épidémique non munie de certificat médical de non contagion.
- Toute personne en état de malpropreté évidente ou en état d'ébriété.
- Les animaux même tenus en laisse.

Article 3 - Horaires et droits d'entrée :

3.1. : Horaires : La piscine municipale est ouverte, de 10h30 à 13h et de 14h à 19h , tous les jours de la saison d'ouverture aux usagers suivant un planning d'utilisation établi par l'administration municipale et affiché à l'entrée de l'établissement. L'établissement sera fermé tous les Lundis.

La Commune se réserve le droit de modifier les horaires de l'établissement notamment les jours où des séances de natation scolaire sont organisées.

L'évacuation des bassins s'effectue cinq minutes avant la fermeture de l'établissement.

3.2 Droits d'entrée : L'accès est permis après acquittement d'un droit d'entrée dont les tarifs et modalités sont fixés par délibération du Conseil Municipal et affichés à l'entrée de l'établissement et devant le guichet.

Le droit d'entrée donne lieu à la délivrance d'un justificatif et permet l'accès aux vestiaires, aux plages et aux bassins.

3.3. Modalités : Toute personne voulant utiliser la piscine, ou seulement entrer dans l'Etablissement, devra se munir d'un ticket ou d'une carte d'abonnement sur lequel figurera le prix porté au tarif susvisé, lequel sera affiché à la caisse.

La perception des droits d'entrée sera faite par le régisseur de recette nommé par arrêté du Maire, contre remise de tickets à souche.

Vingt minutes avant la fermeture de l'établissement, la délivrance des tickets d'accès sera suspendue.

3.4. Contrôle : Un contrôle pourra être exercé pour vérifier si toutes les personnes qui utilisent la piscine sont pourvues du justificatif de paiement.

Les personnes habilitées pour opérer ce contrôle sont le régisseur de recettes de la piscine, le Receveur Municipal de Maussane-les-Alpilles, le Maître Nageur Sauveteur, le Gardien de Police Municipale, le surveillant de baignade et Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué au Tourisme.

3.5. Pour les baigneurs : Le déshabillage et l'habillage en dehors des cabines sont formellement interdits, sous peine d'expulsion immédiate, d'amende et poursuites judiciaires.

Les cabines mises à la disposition des baigneurs et baigneuses ne pourront être occupées que par une personne à la fois. Toutefois un père ou une mère pourra occuper une cabine en même temps que son enfant si celui-ci est âgé de moins de 6 ans.

Article 4 - Mesures d'hygiène :

- Une tenue de bain décente est exigée sur l'ensemble de l'équipement, y compris sous les douches.
- Le port du bermuda, slip boxer ou du short est interdit.
- Seuls les serviettes et peignoirs de bain sont autorisés au bord des bassins.

- Chaque usager doit obligatoirement **prendre une douche savonnée** et emprunter les pédiluves avant d'accéder aux bassins.
- Les enfants de moins de **3 ans** doivent porter des couches.
- Seules les personnes en tenue de bain sont autorisées sur le bord des bassins.
- La salubrité de l'eau et notamment le suivi des paramètres physico-chimiques est exercé par les Maîtres Nageurs Sauveteurs. Ils feront appel en tant que de besoin aux services techniques municipaux pour les assister dans leur mission.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre le COVID19 les mesures suivantes devront être respectées

- Lavage des mains à chaque changement d'espace
- Lavage des mains avant et après le passage aux toilettes

Article 5 - Règles de sécurité / Respect des lieux :

5.1. Le respect des lieux, le maintien en état des installations et des équipements ainsi que la propreté dans l'enceinte de l'établissement est l'affaire de tous.

- Il est demandé à chacun de respecter les règles élémentaires de vie en collectivité telles que de ramasser et/ou mettre dans les poubelles prévues à cet effet, les papiers et tout autre détrit.
- Les "circulations pieds-nus", c'est à dire dans les parties se trouvant après les cabines, les vestiaires, l'accès à la piscine, sont exclusivement réservées aux baigneurs et baigneuses pieds-nus. Toute personne désirant accéder aux parties gazonnées de la piscine municipale doit être, d'une part, munie d'un ticket d'entrée et, d'autre part, en tenue de bain. Elle doit accéder aux plages et aux bassins par les pédiluves.
- L'accès à la piscine est interdit aux personnes chaussées et habillées autrement qu'en tenue de bain. Le contrevenant à cet alinea sera immédiatement expulsé de la piscine.
- Avant d'accéder à la piscine municipale, chaque baigneur devra obligatoirement se doucher et utiliser le pédiluve, sous peine de s'en voir interdire l'accès aux bassins et plages.
- Il est interdit de coller ou d'apposer des tracts, de faire des inscriptions sur les murs et les installations de l'établissement.
- Les pourboires sont absolument interdits.
- Les poussettes pour enfant devront être entreposées dans le local prévu à cet effet comme indiqué par le personnel à l'accueil.

5.2. Pour des raisons de sécurité, il est interdit de :

- En application de la loi organisant la lutte contre le tabagisme, de fumer dans l'ensemble des installations de l'établissement (vestiaires, hall, extérieur...)
- De consommer et de vendre des boissons alcoolisées,
- De manger du chewing-gum, de cracher,
- De manger, boire sur les bords des bassins,
- D'apporter des objets en verre : flacons, bouteilles, lunettes ou masques sous marins...
- De pousser, courir, pratiquer des jeux violents...
- De sauter ou plonger dans le petit bain,
- de stationner sur les plates-formes et sur les échelles,
- de se savonner sur les terre-pleins bordant la piscine ou dans le bassin,
- de jeter quoi que ce soit dans le bassin,
- D'effectuer des apnées,
- de courir sur les terre-pleins bordant la piscine, de se pousser à l'eau à l'improviste, de se livrer à des jeux ou des actes pouvant soit occasionner du désordre, soit gêner, incommoder ou blesser les baigneurs,
- de garer des bicyclettes ou autres véhicules à l'intérieur de l'établissement,
- d'utiliser, après le passage à la douche et dans le pédiluve, des ingrédients ou produits chimiques.

5.3. Maître Nageur Sauveteur :

Seuls les Maîtres Nageurs Sauveteurs de l'établissement sont habilités à apprécier le savoir nager permettant l'accès au grand bassin pour les non nageurs.

Article 6 – Sécurité / Responsabilité :

L'ensemble des utilisateurs de l'établissement :

- devra prendre connaissance et se conformer au présent règlement intérieur,
- Demeure responsable des dommages, dégradations causés à l'intérieur de la piscine municipale. Les frais de remise en état restent à la charge de leurs auteurs ou de leurs représentants,
- Devra en cas d'accident, prévenir immédiatement les Maître Nageurs Sauveteurs, seuls habilités à déclencher le processus d'intervention approprié.
- Il est formellement interdit d'escalader une séparation quelle qu'elle soit.
- Tout baigneur qui simulera une noyade sera expulsé pour la saison.
- Les baigneurs sont tenus de se conformer aux injonctions faites par le surveillant maître-nageur.

La Commune n'est pas responsable des vols ou des délits qui pourraient être commis dans l'enceinte de l'établissement.

Les objets trouvés dans l'établissement resteront déposés à la caisse pendant un délai de quinze jours. Après ce délai, les objets perdus seront transmis à la Mairie, où devront être adressées toutes réclamations.

Article 7 – Dispositions particulières :

L'introduction sur le site, la possession, la vente, l'achat ou la consommation de substances illégales, toxiques ou nocives pour l'organisme est rigoureusement interdite. Toute personne qui contreviendrait à cette disposition s'expose à des poursuites pénales.

Article 8 – Enseignement :

Sans objet

Article 9 – Application :

9.1. Le public doit se conformer aux prescriptions ci-dessus énoncées et aux instructions du personnel sous peine d'expulsion immédiate sans remboursement.

9.2. Le personnel municipal habilité par la Commune est responsable de la surveillance et de la discipline à l'intérieur de l'établissement.

Il est chargé de l'application du présent règlement ainsi que, le cas échéant, les forces de police dans le cadre de leurs prérogatives générales ou spéciales.

En cas de non respect du présent règlement intérieur, le personnel est habilité à prendre toutes les mesures à l'encontre des contrevenants : avertissement verbal, exclusion temporaire ou définitive des bassins sans remboursement ni indemnité, sans préjudice des actions civiles ou pénales pouvant être exercées par la Commune ou les autorités habilitées.

Toute contestation survenant entre un client et un employé sera portée à la connaissance du maître nageur qui appréciera et, s'il y a lieu, saisira de l'affaire l'autorité municipale ou la Gendarmerie.

9.3. Le ou les régisseurs de recettes de la piscine, le Receveur Municipal, le personnel municipal affecté à la piscine, le Gardien Principal de police Municipale et le Chef de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète d'Arles,
- Monsieur le Receveur Municipal,
- le Régisseur des Recettes de la Piscine Municipale

- Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,

Sera affiché dans l'enceinte de la piscine municipale.

Fait à Maussane-les-Alpilles le 09 Juin 2022.

Le Maire de Maussane-les-Alpilles,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat